

<http://pierrealainmillet.fr/Des-decisions-politiques-qui>



Des décisions politiques qui creusent les inégalités...

- Logement -



Date de mise en ligne : vendredi 11 février 2022

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

La crise sanitaire n'a pas permis d'organiser des présentations locales du rapport annuel de la fondation Abbé Pierre, mais ce rapport est toujours aussi percutant et j'invite tout le monde [à le découvrir](#)

Le bilan tiré par la fondation du mandat 2017-2022 du président Macron est sans appel "*Le logement, parent pauvre du quinquennat*". Et les quelques sous-titres qui suivent montrent la force du jugement

- ▶ Un secteur de l'hébergement complètement engorgé,
- ▶ Une réduction durable de l'offre de logements abordables,
- ▶ Malgré un contexte sanitaire encore fragile, les expulsions sans solution ont repris,
- ▶ Dématérialisation, services publics engorgés, guichets inaccessibles... : l'accès aux droits entravé,
- ▶ L'intensification de la pauvreté, Au sortir de la crise sanitaire : de « nouveaux vulnérables »,
- ▶ Des décisions politiques qui creusent les inégalités
- ▶ ...

On ne peut mieux résumer la réalité du bilan de la politique Macron sur le logement.

Depuis 1984, l'effort public pour le logement n'a jamais été aussi faible : les aides au logement sont en effet passées de 1,82 % du PIB en 2017 à 1,63 % en 2020.

[PNG](#)

Et une des traductions concrètes les plus connues est la réduction forte des dépenses APL dans le budget de l'état, une part étant compensée par la réduction de loyer imposée aux bailleurs, mais les privant de moyens pour leur politique de proximité et d'accompagnement des locataires..

On voit ainsi la vérité de la politique logement du gouvernement, réduire drastiquement ses dépenses.

[PNG](#)

Et pour vous donner envie de lire la totalité du rapport, un premier extrait...

Extrait du premier cahier du rapport "DES MÉNAGES À BOUT DE SOUFFLE"

[PNG](#)

La réduction de l'offre de logements sociaux disponibles (80 000 attributions de moins dans le parc Hlm en 2020), la chute de la construction de logements sociaux qui n'a jamais été aussi basse depuis 15 ans et le blocage de la

mobilité résidentielle qui en résulte dessinent les tendances lourdes d'une crise du logement dont l'ampleur n'est pas suffisamment prise en compte par les responsables politiques. Le logement, dont le rôle essentiel a été particulièrement mis en évidence lors des périodes de confinement, n'a d'ailleurs pas fait l'objet d'une attention particulière dans le plan de relance de l'automne 2020. Depuis, bien peu de mesures d'ampleur sont venues pallier les manques du plan de relance, alors que le logement a un impact majeur sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie des ménages.

[-] Le nombre de sans domicile a doublé depuis 2012 et s'élève aujourd'hui à 300 000 personnes au moins.

[-] Début décembre 2021, près de 4 000 personnes ont appelé chaque soir en vain le 115 faute de places d'hébergement d'urgence disponibles.

[-] À la mi-novembre, en Seine-Saint-Denis, 60 enfants de moins de 3 ans et à la rue n'ont pas pu être mis à l'abri.

[-] Le nombre de nuitées hôtelières a quintuplé en 11 ans (14 000 en 2010 à 74 000 en 2021).

[-] Un demandeur d'asile sur deux n'est pas hébergé dans le dispositif national d'accueil, structurellement sous-dimensionné.

[-] Le nombre d'expulsions des lieux de vie informels (bidonvilles, squats...) enregistre un record : entre le 1er novembre 2020 et le 31 octobre 2021, 1 330 expulsions ont été recensées en France métropolitaine (472 personnes expulsées chaque jour), dont 64 % pendant la trêve hivernale ; 91 % de ces expulsions sont sans solution apportée aux personnes concernées. En mai 2021, 22 189 personnes vivent dans 439 lieux de vie informels, soit une augmentation de 2 810 personnes par rapport à décembre 2018, dont 5 965 mineurs.

[-] En sept ans, la demande de logement social a progressé cinq fois plus vite que le nombre de ménages et deux fois plus vite que le nombre de logements sociaux, pour atteindre 2,2 millions de ménages.

[-] La production de logements sociaux est en baisse constante depuis le début du quinquennat, à un niveau qui n'a jamais été aussi bas depuis 15 ans (87 000 agréments en 2020, environ 95 000 en 2021).

[-] Les prix des logements ont crû de 154 % depuis 20 ans.

[-] Les aides publiques au secteur du logement, exprimées en pourcentage de PIB, diminuent depuis 10 ans et n'ont jamais été aussi basses (1,6 % du PIB en 2020) alors que les recettes fiscales que rapporte le logement à l'État ont plus que doublé en 20 ans (79 milliards d'euros).

[-] Selon l'Institut des politiques publiques (IPP), les mesures prises au cours du quinquennat ont abouti à diminuer le niveau de vie des 5 % les plus pauvres de 39 euros par an.